

## La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française

Anne de Mathan

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/7993>

DOI : 10.4000/ahrf.7993

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 185-188

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Anne de Mathan, « La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 346 | Octobre/Décembre 2006, mis en ligne le 10 juillet 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/7993> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.7993>

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

---

# La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française

Anne de Mathan

---

## RÉFÉRENCE

Jean-Clément Martin (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 375 p., ISBN 2-7535-0055-X, 22 €.

- 1 Ce colloque entend, quinze ans après le bicentenaire, faire le point sur les perspectives actuelles de l'histoire de la Révolution. Son plan sanctionne de nouvelles transversalités : société et institutions, champ du politique, Nation, conflit, violence, domaines artistiques et intellectuels.
- 2 J.-P. Jessenne constate, dans « L'histoire sociale de la Révolution, entre doute et renouvellement », que l'étude des conditions de vie, des stratégies sociales et des groupes socioprofessionnels fragmente le social, même si les recherches sur le rapport individus/norme collective, la famille ou la dissolution des communautés nuancent l'individuation. L'histoire sociale se dérobe à toute interprétation globale de la Révolution que la notion de « révolution bourgeoise » pourrait relancer. H. Leuwers propose une synthèse sur les « pratiques, réseaux et espaces de sociabilité au temps de la Révolution française » qui rappelle la réévaluation de la place de l'individu dans le processus historique, met en valeur l'acculturation démocratique et ses limites, l'insertion de la Révolution dans le temps long et le dépassement de l'opposition rupture/continuité. M. Biard – « Paris-provinces. Le fil conducteur des pouvoirs, rouages et dysfonctionnements » – veut réviser les lieux communs sur les continuités de la centralisation. Les relations conflictuelles entre le pouvoir central et les autorités départementales, à partir de 1791-1792, contribueraient à provoquer la crise

« fédéraliste » en 1793 contraignant la Convention à revenir à la centralisation. Le coup de force du 2 juin 1793, et le décret d'arrestation des Girondins sans rapport d'accusation est ainsi abordé ici d'une autre façon. Les représentants en mission sont des médiateurs de terrain rétablissant les échanges entre Paris et province, occupant une place fondamentale dans la démocratie de l'an II. En 1795, le pouvoir local revient au commissaire central nommé par l'Exécutif, réduit à un rôle d'exécutant par la création du préfet en 1800. M. Lapied – « Histoire du genre en Révolution » – évoque la richesse des interventions féminines en termes de sociabilité, prises de parole publique, pétitions, voire action violente, ainsi que leur participation à la formation de l'opinion publique. X. Rousseaux – « Politique judiciaire, criminalisation et répression. La Révolution des juridictions criminelles, 1792-1800 » – présente le nouveau système judiciaire et l'exception de la Terreur. Les variations de l'activité judiciaire montrent que le Directoire se caractérise par un resserrement sécuritaire.

- 3 L. Hunt qui propose de « Relire l'histoire du politique » souligne l'efficacité du concept de culture politique qui exprime *et* les relations sociales *et* les idées politiques. Ainsi sont revisités les catégories sociales (sans-culottes, paysans...), les institutions et des moments (fêtes, armée, tribunaux), des pratiques (élections, pétitions, procès). Mais la psychologie politique pourrait éclairer l'histoire du genre, de la famille et de l'esclavage ; l'économie des émotions enrichirait l'histoire du politique, à la manière de S. Wahnich dans *La liberté ou la Terreur. Essai sur le terrorisme* (La Fabrique, 2002) pourtant non citée ; la commercialisation du politique – « pierres de la Bastille », cocardes, assiettes patriotiques... – contribuerait à l'explication de la laïcisation du système de signification. J. Guilhaumou – « la langue politique : des notions-concepts en usage » – identifie des « moments ». Le moment proto-politique 1770-1780 se caractérise par une métaphysique politique articulant des notions inédites, telles qu'« art social » dans la guerre des farines. 1789 voit la promotion de notions – Tiers état, Assemblée nationale, pouvoir constituant – qui font le lien entre politique et sociologique, et le socle de la culture politique française ; des événements comme la Déclaration des droits appellent à d'autres expérimentations. De 1790 à 1792, les notions de démocratie, république, liberté, égalité, souveraineté, prennent de nouvelles potentialités. Le moment jacobin construit de nouvelles formes du lien social, avec surveillance, suspects, ou fraternité, et élabore de nouvelles relations centre/périphérie avec fédéralismes modéré et jacobin. De 1794 à 1799, la notion d'extrême centre détourne la radicalité révolutionnaire pour valoriser un espace modéré, et l'anarchie, de plus en plus socialement catégorisée, suscite un refoulement de la demande populaire hors de l'Assemblée. La fin de la référence normative au droit naturel aboutit à l'affirmation de la propriété individuelle. B. Gainot rappelle dans « Théorie et pratiques de la représentation politique » que le projet de 1789 visait à instaurer un régime représentatif, sans mandat impératif et dont la légitimité reposait sur la seule élection. Les progrès de la sociologie électorale montrent que le taux de participation, massif en 1790-1791, diminue ensuite dans les campagnes et dans la durée : 11 % en l'an VII, même si le projet d'une démocratie participative renaît chez les néo-jacobins. L'abstention doit être analysée en regard des conditions du suffrage. A. de Francesco – « Au-delà de la Terreur : mouvements démocratiques et masses populaires dans la France du Directoire » – pose l'hypothèse très stimulante que le retour des Girondins après Thermidor explique la continuité entre le premier moment républicain et la culture politique démocratique du Directoire, lisible dans l'intérêt pour le monde américain, la sacralité de l'élection, le soutien au régime représentatif, le libéralisme

économique, la guerre au-delà des frontières naturelles et la nécessité d'une pédagogie populaire. Elle se confirme par l'examen des écrits et parcours biographiques. Ainsi, le succès de Bonaparte plonge ses racines dans la culture démocratique. J.-L. Chappey – « Les « anti-Lumières » et les oppositions intellectuelles à la démocratie » – souligne que cette notion revient au cœur des dynamiques politique, sociale et religieuse dans une large chronologie européenne avec une attention particulière portée aux transferts, aux dialogues et aux chevauchements entre Lumières et anti-Lumières dont la lutte n'est pas qu'une transition vers le romantisme. K. Rance – « La Contre-révolution à l'œuvre en Europe » – rappelle que l'assimilation du fédéralisme à la contre-révolution provient de la disqualification des Girondins par la Convention, même si localement des infiltrations royalistes ont pu exister. Les études sur les résistances populaires affinent la carte du refus et ses motivations : ressentiment rural face à la ville plus qu'insoumission militaire, sans continuité mécaniste entre anti-Lumières et Contre-Révolution. Les estimations sur l'émigration confirment la place minoritaire des femmes et l'abandon précoce par les jeunes du combat militaire. R. Hermon-Belot dans « Religion et Révolution » valorise « Rencontres interdisciplinaires et interrogations du présent ». Elle souligne les apports des travaux de C. Maire qui évoque un « effet de formation » chez les auteurs de la Constitution civile du clergé, et de D. Van Kley qui déconstruit les dommages causés à l'absolutisme par les controverses religieuses, dont découlent l'idéologie révolutionnaire, et la conception d'une pratique religieuse subordonnée à la tranquillité publique et de biens appartenant à la communauté des fidèles. L'étude des cultes minoritaires révèle un anti-judéo-protestantisme français, loin du pluralisme religieux américain, matrice de la démocratie. La Révolution occupe une place importante dans le processus de laïcisation par l'abandon de la religion d'État, la liberté et de l'égalité des cultes, la création d'un espace public laïc, et la relégation du religieux dans la sphère privée.

- 4 T. Tackett interroge les rapports entre « La Révolution et la violence », pour expliquer, par la psychologie des élites, la biographie et la prosopographie, la conversion des députés éclairés à la violence d'État pour atteindre leurs objectifs. La dégradation de l'optimisme provient des oppositions aristocratique et religieuse, et du choc de la fuite du roi, ce qui restitue aux circonstances leur part dans le développement d'un « paranoid Style of Politics ». La culture de la transparence des Jacobins de gauche dès 1791, la pratique de la dénonciation et la glorification du peuple parisien qui les expose à l'influence de l'obsession populaire de la conspiration jouent aussi leur partition. T. Tackett valide donc interprétations jacobine *et* critique, appelant à conceptualiser davantage le terme de Terreur, en prêtant attention aux sentiments de ses acteurs. M. Belissa – « De l'ordre d'Ancien Régime à l'ordre international : approches de l'histoire des relations internationales » – déplore que cette thématique soit délaissée, sauf pour les transferts culturels, le Directoire et le Consulat ; elle permettrait de mieux comprendre les conséquences géopolitiques de la Révolution. Il appelle à la conceptualisation des transformations de l'ordre international par une approche culturelle, juridique et spatiale, la remise en question des lieux communs sur l'émergence d'un nationalisme populaire, et l'examen des flux et des réseaux. D. Bell se penche sur « Les origines culturelles de la guerre absolue » qu'il refuse d'expliquer par la violence des idéologies. La disparition des valeurs aristocratiques de la guerre met fin à la limitation de la guerre. Le nationalisme et les effets pervers du pacifisme expliquent la violence de toute une nation contre ceux qui refusent la paix. L'intérêt porté à la guerre comme expérience personnelle conduit à une théâtralisation

romantique. « Aux Antilles », A. Perotin-Dumon propose de dégager « bilan et perspectives préliminaires sur l'étude d'un passé violent ». Synthétisant les recherches sociale, politique et militaire, elle présente un effroyable bilan et invite à l'examen des témoignages sur la violence afin d'historiciser la violence.

- 5 Ph. Bordes – « La recherche sur l'art de la Révolution : le tournant du bicentenaire » – retrace l'autonomisation de l'histoire de l'art de la Révolution, évoque la réapparition d'œuvres majeures qui enrichissent le corpus et la multiplication des monographies sur des artistes parmi lesquels David surtout, et en appelle à une synthèse générale. « Du parterre à la scène », Ph. Bourdin propose « des regards nouveaux sur le théâtre de la Révolution ». Sans rupture avec les pratiques d'Ancien Régime, naît un théâtre bâtard entre culture bourgeoise et pratiques populaires. Le répertoire s'ouvre aux héros populaires, aux thèmes de la Bastille, Varennes ou l'enrôlement des volontaires. Les mises en scène goûtent poliorcétique et pyrotechnie, décors de prison et de couvent, dans une grande liberté esthétique contre laquelle la critique se montre souvent académique. A. Duprat dans « Iconographie historique : une approche nouvelle » souligne que la diversité de l'iconographie historique révolutionnaire tient à celle des thématiques, et en espère la synthèse. P. Dupuy – « Iconographie, gravure satirique et Révolution française » – déplore que peu de travaux historiques étudient la diffusion de l'iconographie propagandiste, à confronter aux sources écrites dans une démarche d'histoire globale. P. Bret – « Nouvelles lectures de l'histoire des sciences et des techniques sous la Révolution » – montre que ce domaine bénéficie des apports de la biographie et de la prosopographie tandis que le renouveau de l'histoire administrative rejailit sur les institutions culturelles.
- 6 « En guise de conclusion », H. Burstin se félicite de ce que ce colloque ait écarté l'historiographie qui s'arrogeait autrefois un droit de contrôle et de légitimation. Devant une Révolution en quelque sorte refroidie, l'histoire prend sa revanche face à l'historiographie, mais risque d'engendrer des huis clos thématiques et chronologiques. Pour pallier le manque d'enjeux, de nouvelles thématiques comme celle de la violence peuvent jouer le rôle de points d'agrégation provisoires.
- 7 Ce tableau des perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française présente un bilan à la hauteur de ses ambitions et constitue un outil précieux pour les chercheurs comme pour les étudiants.